

CAMP DE RÉFUGIÉ-E-S DE OHN TAW GYI (SUD)

Observatoire des Camps de Réfugiés
Pôle Asie Pacifique

Louise-Anne BAUDRIER
Décembre 2020



CAMP DE RÉFUGIÉ-E-S DE OHN TAW GYI (SUD)

Localisation du camp

CONTEXTE D'INSTALLATION

Persécution des Rohingyas

Etablissement et pérennisation du camp

RÔLE DE L'ÉTAT HÔTE

Coordonner les acteurs locaux et internationaux

Assurer le retour des personnes déplacées

Allégations de crimes contre l'humanité

GESTIONNAIRES DU CAMP

SERVICES ASSURÉS DANS LE CAMP

Gestion du camp

Abris

Protection

Education

Eau & Hygiène

Santé

Alimentation

ÉTUDE DES PRINCIPAUX PROBLÈMES ET BESOINS

Vulnérabilités environnementales

Vulnérabilités socioculturelles

Vulnérabilités économiques

Vulnérabilités humanitaires

Localisation du camp de OHN TAW GYI (SUD)



**9,5 km au Nord de Sittwe,
Etat du Rakhine, Myanmar**

Le camp de Ohn Taw Gyi (sud) est l'un des camps situés à environ 45 minutes en voiture du centre-ville de Sittwe, dans l'Etat du Rakhine, sur la côte ouest du Myanmar.

Il a été établi par le gouvernement du Myanmar après les violences intercommunautaires de 2012 et le déplacement massif de la population dans l'Etat de Rakhine.

Aujourd'hui, le camp existe toujours, accueillant une population de plus en plus dense, en dépit de son caractère temporaire initial.



CONTEXTE D'INSTALLATION

PERSÉCUTION DES ROHINGYAS DANS L'ÉTAT DE RAKHINE (1430 À 2012)

L'État de Rakhine, situé sur la côte orientale du pays, compte une population de plus de **trois millions d'habitants**. C'est le deuxième État le plus pauvre du pays, souffrant de vulnérabilités socioéconomiques (pauvreté chronique, sous-développement (1)) mais aussi d'une faible résilience aux risques naturels et au changement climatique. (2)

Les musulman-e-s, principalement issus du groupe ethnique des Rohingyas, sont arrivés dans la région **dans les années 1430 et constituent aujourd'hui le deuxième groupe ethnique le plus important après les bouddhistes**. (3)

La persécution de ce groupe a commencé suite à la **vague d'immigration indienne et musulmane, encouragée par les colons britanniques, et a été accentuée pendant la seconde guerre mondiale** lorsque les Britanniques ont fait appel aux Rohingyas afin de protéger la région contre les Japonais, soutenus par les bouddhistes locaux.

En 1982, la discrimination de ce groupe ethnique a pris une nouvelle tournure avec le vote d'une loi refusant la citoyenneté aux Rohingyas, le gouvernement craignant que les bouddhistes ne deviennent une minorité dans la région.

Cette stigmatisation a été intensifiée avec la mise en place de la **carte nationale de vérification en 2014**. Ces cartes, niant la citoyenneté des musulmann-e-s Rohingyas malgré leur naissance dans le pays, ont été rejetées en masse. Pour que ces dernier-ère-s s'y soumettent, les autorités birmanes ont user de pression en conditionnant l'accès aux services ou au marché du travail à la possession de ces cartes. (4)

Depuis lors, les Rohingyas continuent de souffrir de nombreuses restrictions et violations aux droits humains : liberté de mouvement limité, accès difficile aux soins de santé, à l'éducation, à l'alimentation et aux moyens de subsistance, évictions forcées, destructions de maisons, confiscations de terres, travaux forcés...(5)



PHOTO: © NEW DIRECTION, MYRIAM FRANÇOIS • BETHSABÉE SOURIS, 2018

(1) World Bank. Myanmar Living Conditions Survey : Poverty Report . June 2019, h (2) L'État de Sittwe est très vulnérable aux risques naturels et a été gravement touché par le cyclone Giri en 2010, le cyclone Komen en 2015 et le cyclone Mora en 2017. Outre les cyclones, il existe également un risque de tremblements de terre, d'inondations, de tempêtes et de tsunamis associés. Les risques ont eu de graves conséquences sur les camps de la région notamment des dommages aux maisons, au bétail, aux infrastructures et peuvent également causer des problèmes psychosociaux aux habitants (REACH. A Study on Knowledge, Attitudes and Practices (KAP) for Disaster Risk Reduction in Northern Rakhine State. august 2015, (3) Les Rohingyas représenteraient environ 40,75% de la population selon des sondages effectués en 2012 (Journal of International and Comparative Education, 2013, Volume 2, Issue 2) (4) McPherson, P., Lewis, S., Aung, T. T., Siddiqui, Z., & Naing, S. (18 Décembre 2018). Rapport Spécial : La décision de la Birmanie pourrait signifier que les Rohingyas ne pourront jamais rentrer. Reuters (5) ICC. Situation in the people's republic of Bangladesh/Republic of the Union of Myanmar. 4 July 2019.No ICC-01/19 p.26

Début juin 2012, les tensions ont dégénéré en un violent conflit causant la mort de près de 192 personnes. De plus, près de 10 000 maisons ont été détruites et 100 000 personnes furent déplacées dans des camps et des villages à la périphérie de Sittwe, la plupart à quelques kilomètres seulement de leurs habitations initiales. (6)

Ces camps constituent une "zone restreinte", délimitée par des clôtures en fils de fer barbelés, que les déplacé-e-s ne sont pas autorisé-e-s à quitter.

Un **état d'urgence a alors été déclaré de 2012 à 2016** par le gouvernement de Thein Sein, qui a également introduit des mesures discriminatoires aggravant l'exclusion ethnique des Rohingyas et le nationalisme des bouddhistes de l'Etat de Rakhine. (7)

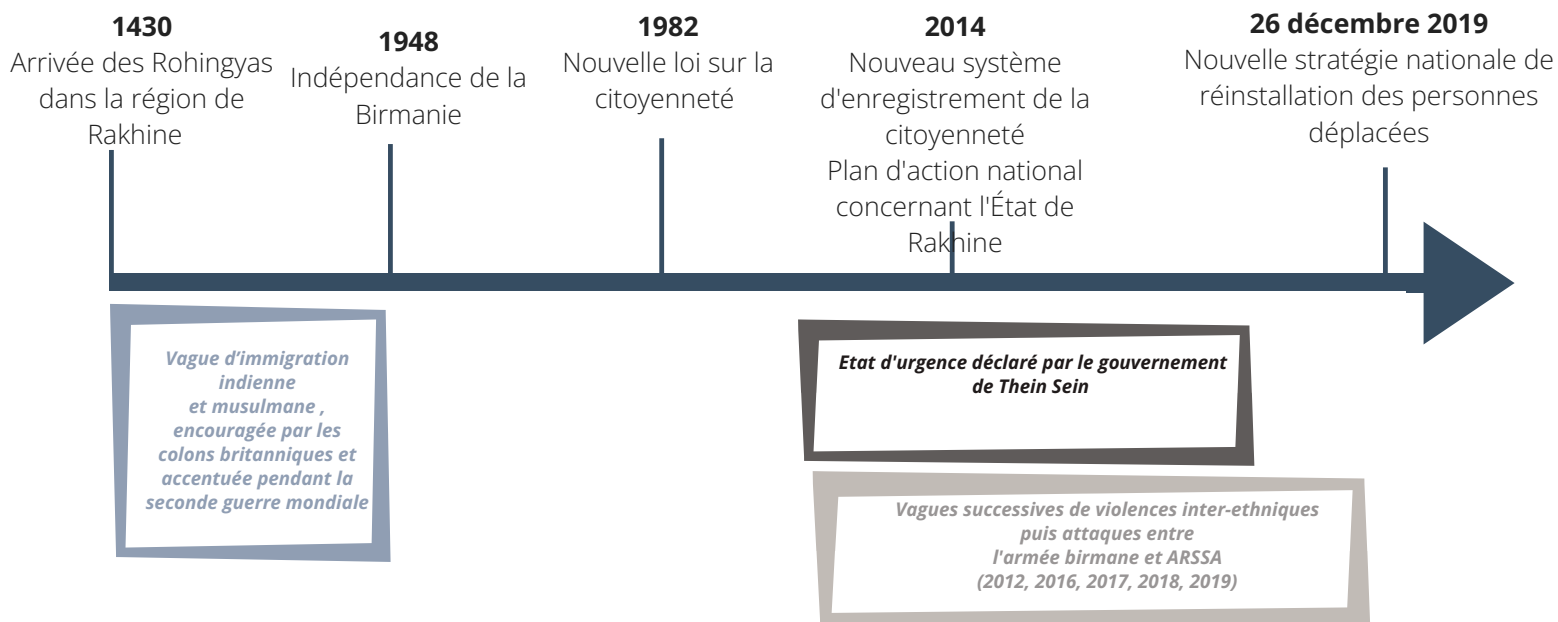
A la suite de l'attaque de l'Armée du salut des Rohingyas de l'Arakan (ARSA, ou appelé localement Harakah al-Yaqin) en octobre 2016, les forces de sécurité birmanes entamèrent des mois de violence contre la population musulmane (agressions, meurtres, viols, incendies,...).

Néanmoins, les massacres atteignirent leur paroxysme durant le mois **d'août 2017**, provoquant le départ de près de 70 000 Rohingyas habitant dans des camps de l'Etat de Rakhine, vers le Bangladesh.(8)

Enfin, depuis **décembre 2018**, il y a eu une recrudescence significative de la violence avec de multiples attaques entre l'armée d'Arakan (AA) et l'armée du Myanmar. En septembre 2019, un cessez-le-feu unilatéral a été adopté. (9)

Ces sept années de conflit, de crise humanitaire et de catastrophes naturelles ont, à la fois provoqué de nombreuses destructions civiles et des déplacements (entre 600 000 et un million de Rohingyas), (10) mais également engendré une insécurité alimentaire et des complications opérationnelles pour les organisations humanitaires.

(6) Republic of the Union of Myanmar. Final Report of Inquiry Commission on Sectarian Violence in Rakhine State. July 2013 (7) UNHRC. Report of Independent International Fact-Finding Mission on Myanmar-A-HRC/39/64. 27 August 2018 p.7 (8) Human Rights Watch. "An Open Prison without End" Myanmar's Mass Detention of Rohingya in Rakhine State .October 2020 (9) OCHA. Myanmar: Conflict between the Arakan Army and the Myanmar Military: update on humanitarian needs and response in Rakhine and Chin states. November 2019, (10) ICC. Les juges de la CPI autorisent l'ouverture d'une enquête sur la situation au Bangladesh / Myanmar. 14 Novembre 2019.



ÉTABLISSEMENT ET PÉRENNISATION DU CAMP DE 2012 À AUJOURD'HUI

Après les violences intercommunautaires de 2012 et le déplacement massif de la population dans l'État de Rakhine, environ 36 camps formels ou informels ont été établis. (11)



CARTE @JOHN EMERSON, HUMAN RIGHTS WATCH 2020:

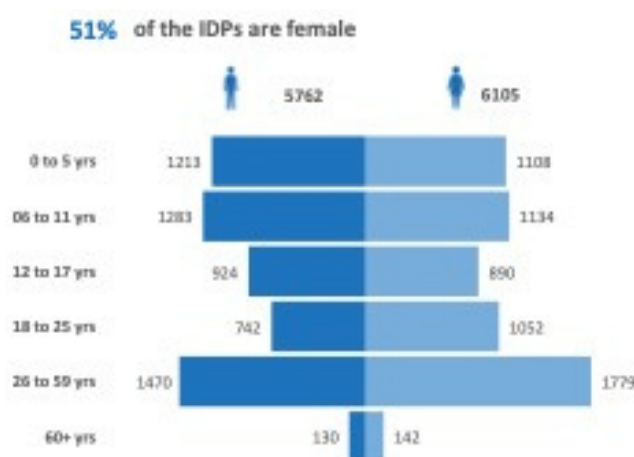
Le gouvernement du Myanmar a alors décidé de construire des abris dans certains de ces camps, à titre de mesure temporaire. Selon le

Bureau de la coordination des affaires humanitaire (BCAH) des Nations Unies, **il y aurait actuellement environ 126 000 personnes déplacées dans l'État de Rakhine dont 102 059 personnes déplacées dans le canton de Sittwe**, la capitale administrative de l'État de Rakhine.

Dans ce canton, il y a 16 camps, soit planifiés soit auto-établis. (12)

Le camp Ohn Taw Gyi (sud) est un camp planifié, situé à environ 45 minutes en voiture du centre-ville de Sittwe. Selon l'étude publiée sur le site Shelter Cluster (13), il y avait **2 260 ménages et 11 867 personnes en septembre 2020**. Il y a environ 55% d'enfants, pourcentage plus élevé que la moyenne identifiée au niveau régional, 51% de femmes (5762) et 2% de personnes âgées.

En septembre 2020, 17% de la population totale du camp avait été identifiée comme souffrant d'une vulnérabilité (conditions médicales graves, handicap physique, handicap mental, grossesses...). (14)



GRAPHIQUE @ SHELTER CLUSTER.CCCM CAMP PROFIL, 2020:

(11) UNHCR. Shelter Projects 2013-2014. A 16 Myanmar 2012-Conflict. 2014. p.54

(12) OCHA. Humanitarian needs overview 2020: Myanmar. December 2019. p.12,

(13) Shelter Cluster est un organisme de coordination sur les questions de logements. Il fait partie des 11 groupes de coordinations sectoriels de l'Inter-Agency Standing Committee (IASC).

(14) Shelter Cluster.CCCM Camp profil: Ohn Taw Gyi (South) Camp Q3 (Jul-Sept 2020). November. 2020

RÔLE DE L'ÉTAT HÔTE

Après les violences intercommunautaires de 2012, 140 000 personnes ont été déplacées dans l'État de Rakhine. Le ministère de l'Union du Myanmar pour les Affaires frontalières a donc d'abord décidé de distribuer des tentes pour les personnes déplacées. Quelques mois plus tard, en juillet, le gouvernement de l'État de Rakhine (RSG) a publié un **plan d'intervention pour fournir des abris à 7 110 ménages**.

En effet, la réponse aux violences intercommunautaires de 2012 a été principalement menée par le gouvernement de l'État de Rakhine (RSG) qui a désigné différents ministères chargés d'assurer une coordination efficace avec les agences partenaires des différents groupes. (15)

Cluster/Sector	Government Lead Ministry	Partner Agencies
WASH	Ministry of Development	ABCD, CARE, CDN, DRC, ICRC, Malteser, MHAA, MRCS, MSF, Oxfam, UNICEF, RI, SC, SI.
Health, Nutrition	Ministry of Social Affairs/State Health Director	ABCD, ACF, CDN, ICRC, IRW, MA, MHAA, Malteser, Mercy Malaysia, MMA, MRCS, MRF, MSF*, UNFPA, UNHCR, UNICEF, SC, SI, WHO.
Shelter	Ministry of Development	MRF, ACT, DRC, CARE, MRCS, WFP, IRW, Service City, MA UK, ICRC.
Protection/CCCM/Non-Food Items	Efforts on going to identify government counterpart	ACF, ABCD, CARE, CDN, DRC, KOICAT, LWF, MA UK, Malteser, Mercy Malaysia, MRCS, MSF, RI, SC, SI, UNHCR, UNICEF, UNDP, OHCHR, UNFPA.
Early Recovery	Ministry of Agriculture	CDN, DRC, SI, SC, UNDP, CARE.
Food	Ministry of Planning and Commerce	CDN, SC, WFP, MRCS, IRW, MRF.
General Coordination	Ministry of Planning and Commerce	All humanitarian agencies and relevant government partners.

@SHELTER CLUSTER.
RAKHINE RESPONSE PLAN,
MYANMAR. JULY 2012-
DECEMBER 2013

COORDONNER ACTEURS LOCAUX ET INTERNATIONAUX

Concernant la construction des abris, le gouvernement a supervisé l'embauche des constructeurs bouddhistes locaux afin de réduire les tensions, veillé à la disponibilité de terrains et également géré, par l'intermédiaire de ses partenaires internationaux, la mise en place d'infrastructures de base. (17)

Ainsi, fin 2012, avec l'aide de la communauté internationale, **525 abris temporaires avaient été construits pour un maximum de 29 000 personnes déplacées**, soit bien moins que les besoins réels. (16) Le coordinateur humanitaire et ses partenaires ont alors décidé de renforcer la coopération avec le RSG pour finalement réussir à construire 2 843 abris temporaires pour 99 % des personnes déplacées considérées comme éligibles. (18)

Puis le RSG a planifié des **réunions hebdomadaires de coordination avec ses partenaires humanitaires** pour renforcer la coordination, analyser les besoins et identifier les problèmes majeurs afin d'assurer une assistance à toutes les personnes déplacées.

Toutefois, ces efforts du gouvernement s'inscrivaient dans une réponse temporaire à une crise et le RSG a tardé à identifier des solutions durables pour assurer le retour des personnes déplacées dans la sécurité et la dignité.

(15) Dans le rapport du Shelter Project de 2013-2014, il est inscrit que la sélection des bénéficiaires est strictement contrôlée par le RSG qui "n'a jamais produit de critères clairs d'éligibilité". (16) OCHA. Rakhine Response Plan, Myanmar. July 2012-December 2013. August 2013.p.42 (17) Ibid (18) UNHCR. Shelter Projects 2013- 2014. A 16 Myanmar 2012-Conflict. 2014. p.58 op.cit

ASSURER LE RETOUR DES PERSONNES DÉPLACÉES

En 2014, le gouvernement a publié un **plan d'action concernant l'État de Rakhine qui contenait une section sur la "réinstallation permanente"**. Cependant, ce plan ne traite que de la possibilité de relocaliser les personnes déplacées des camps vers d'autres sites et non vers leur domicile d'origine, ce qui ne respecte pas leurs droits fondamentaux et crée un risque de marginalisation. (19)

En mars 2017, à la suite du rapport intérimaire de la Commission consultative de l'État de Rakhine, le gouvernement a fermé deux camps pour faciliter le retour des personnes déplacées sur les sites de réinstallation identifiés. (20)

En **juin 2018, le HCR, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et le gouvernement du Myanmar ont signé un accord visant à soutenir les efforts du gouvernement** pour renforcer l'assistance apportée à toutes les personnes déplacées vivant dans l'État de Rakhine et leurs garantir des conditions de vie dignes (liberté de mouvement, citoyenneté) en attendant de pouvoir leur assurer un retour dans leur lieu d'origine ou de choix.

Enfin, le 26 décembre 2019, le ministère de la protection sociale, du secours et de la réinstallation a dévoilé sa nouvelle stratégie nationale de réinstallation des personnes déplacées et de fermeture des camps afin d'assurer le retour de toutes ces personnes. Le ministre Dr. Win Myat Aye a affirmé que la bonne application de ce plan de fermeture stratégique sera supervisée au niveau étatique afin d'être acceptée et reconnue au niveau international.(21)



CARTE @JOHN EMERSON FOR HUMAN RIGHTS WATCH, 2020

(19) International Crisis Group. Myanmar: The Politics of Rakhine State. Crisis Group Asia Report N°261. 22 October 2014. pp.33-36

(20) Advisory Commission on Rakhine State. Interim Report and recommendations. March 2017. p.12

(21) Global New Light of Myanmar. Workshop on National Strategy for Closure in IDP camps. November 2019

ALLÉGATIONS DE CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ



PHOTO@ UNITED NATIONS, 2019

À la suite des violences commises en août 2017, la mission d'enquête sur le Myanmar du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies a publié un rapport en septembre 2018 concluant que **l'intention génocidaire pouvait être qualifiée dans les actions menées à l'encontre des Rohingyas, et que la répression systématique de ce peuple pouvait s'apparenter au crime d'apartheid.** (22)

Le Myanmar n'avait pas répondu à ces allégations jusque'à très récemment avec **l'établissement d'une Commission indépendante d'enquête qui a également publié un rapport en janvier 2020.** Ce dernier revient sur chaque allégation et sur la responsabilité des forces militaires birmanes. D'après le document, les forces armées auraient usé de la force de façon disproportionnée, mais n'auraient pas commis de crimes de génocide ou de violations aux droits humains. La commission conclut en rappelant que, selon le principe de complémentarité, c'est à la justice militaire nationale d'enquêter et de poursuivre des crimes et non à une juridiction internationale.

Néanmoins, **en novembre 2019, la Gambie a saisi la Cour internationale de justice (CIJ), alléguant que les atrocités commises par le Myanmar contre les Rohingyas violaient diverses dispositions de la Convention sur le génocide.** En janvier 2020, la décision finale de CIJ, adoptée à l'unanimité, exige du Myanmar qu'il empêche tous les actes génocidaires et qu'il prenne des mesures efficaces pour préserver les preuves liées aux allégations de commission de crimes de génocide.

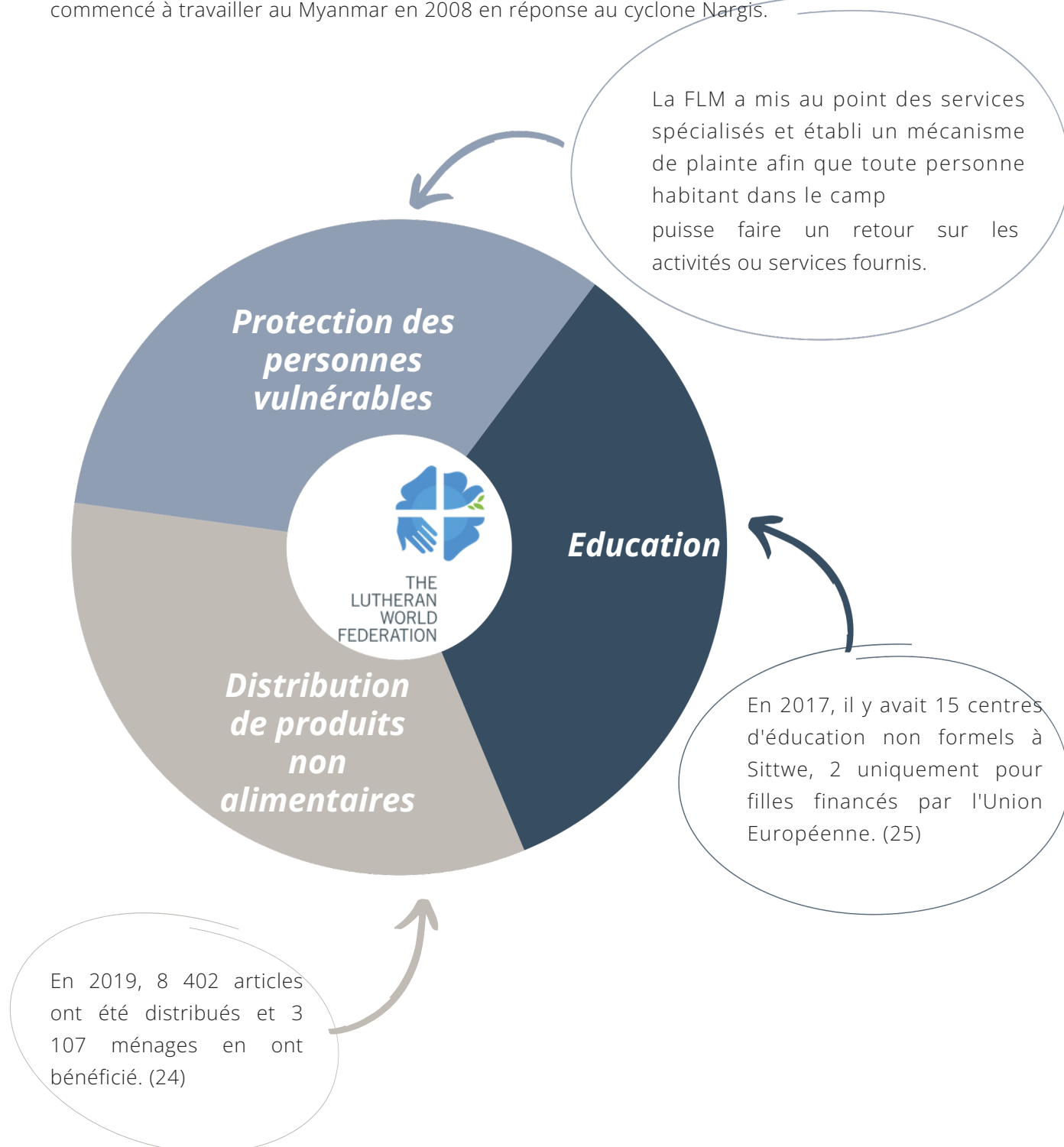
De plus depuis **le 14 novembre 2019, la Cour pénale internationale a autorisé le procureur à procéder à une enquête sur les allégations de crimes contre l'humanité et de déportation à la frontière entre le Myanmar et le Bangladesh .** Néanmoins cette enquête reste limitée, la Cour n'ayant compétence que pour les crimes commis au moins en partie sur le territoire du Bangladesh. (23)

(22) UN Human Rights Council, Report of the Detailed Findings of the Independent International Fact-Finding Mission on Myanmar, September 2018, para. 1505.

(23) ICC. Les juges de la CPI autorisent l'ouverture d'une enquête sur la situation au Bangladesh / Myanmar. 14 Novembre 2019. ICC-CPI-20191114-PR1495

GESTIONNAIRES DU CAMP

Le camp d'Ohn Taw Gyi (Sud) est géré par la Fédération luthérienne mondiale (FLM) qui a commencé à travailler au Myanmar en 2008 en réponse au cyclone Nargis.



(24) Shelter Cluster. Online Interactive Dashboard for CCCM camp profile: NFI distribution summary by year and actor. 5 February 2020

(25) LWF. Non Formal Education for Girls in Ohn Taw Gyi Camp. 6 December 2017



PROTECTION DE L'ENFANCE

Save the Children (SCI) est chargée d'améliorer l'assistance portée aux enfants en créant des espaces adaptés à leurs besoins, et en leur fournissant un soutien et des services psychosociaux, ...



ALIMENTATION

People for people (PFP) assure l'accès équitable aux services et à la distribution alimentaire et doit encourager la participation la plus inclusive possible au Comité de gestion de l'alimentation.



SANTÉ

MRCS (Myanmar Red Cross Society) est chargée depuis juillet de ce service qui était géré au préalable par l'association Mercy Malaysia. Ainsi l'ONG doit fournir une aide médicale et humanitaire, assurer les services de santé dans le camp, et fournir des consultations et des médicaments.



EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE (WASH)

Le Conseil danois pour les réfugiés (DRC), qui opère au Myanmar depuis 2009, est chargé de

- fournir les services WASH
- assurer un accès aux installations sanitaires et à la distribution des articles d'hygiène.
- tester la qualité de l'eau,
- gérer les déchets (26)

Depuis avril 2020 il semblerait que la gestion de ce service ait été transférée à l'association Save the Children. (27)



NUTRITION

Action contre la Faim (ACF) traite et prévient la malnutrition aiguë (sévère et modérée) et doit assurer la sécurité alimentaire

Les services liés à la nutrition sont également gérés par les ONG Save the children et l'Association d'assistance sanitaire du Myanmar.

26) Danish Refugee Council. Rakhine State: 2018 Factsheet,

(27) Shelter Cluster.CCCM Camp profil: Ohn Taw Gyi (South) Camp Q2 (Apr-Jun 2020). May 2020.

SERVICES ASSURÉS DANS LE CAMP

En janvier 2013, le groupe Shelter/Non Food Items (NFI) /Camp coordination and Camp management (CCCM) a été activé afin de fournir au plus vite une assistance adaptée et conforme aux droits humains dans les camps. En avril, le coordinateur humanitaire de l'ONU a rencontré dans ce cadre, le gouvernement de l'Etat de Rakhine pour coordonner la réponse en matière d'abris. (28)

GESTION DU CAMP (ADMINISTRATION ET INFRASTRUCTURES DE BASE)

La FLM a créé des comités/groupes communautaires correspondant aux différents groupes sociaux afin de permettre une meilleure inclusion, et de favoriser l'autonomisation des femmes, des jeunes et des personnes âgées.

Fin 2019 il y en avait 8 (29), mais il semblerait que depuis juillet 2020 il n'y en ait plus que 5. (30)

Par la suite, les représentants, en particulier les femmes, de tous les groupes sont encouragés à participer aux réunions de coordination et de gestion du camp pour discuter des questions relatives à la communauté et aux services.

En 2012, lorsque le camp a été établi, le gouvernement de l'État de Rakhine et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (HCR) avaient mis en place des infrastructures de base.

Depuis lors, elles ont été développées et renouvelées par la FLM et ses partenaires.

En 2016, il y avait 4 entrepôts, 4 panneaux d'affichage, 1 bloc de bureaux pour les différents gestionnaires, 1 système de drainage et 20 points de sécurité incendie. (31)



(28) Shelter Cluster.Strategic Operational Framework in Kachin & Northern Shan Shelter.September 2013

(29) Shelter Cluster.CCCM Camp profil: Ohn Taw Gyi (South) Camp Q4 (Oct-Dec 2019). February 2020

(30) Ibid

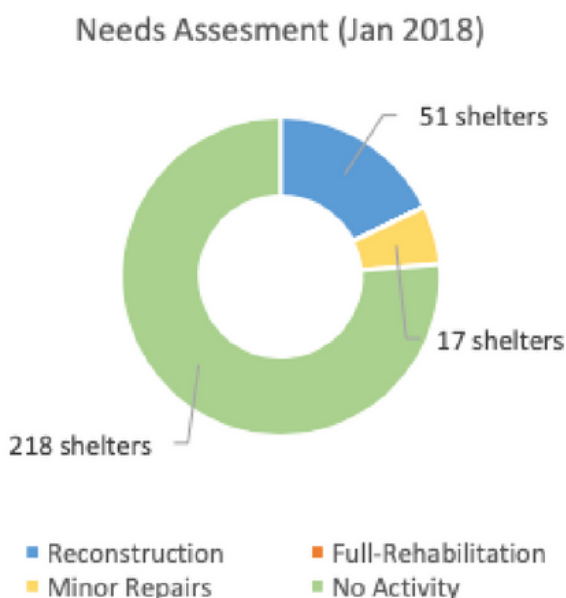
(31) Shelter Cluster.Emergency Management Plan (EMP)-Ohn Taw Gyi (South) camp. August 2017

ABRIS

Dans le camp d'Ohn Taw Gyi (Sud), **il y a environ 285 abris temporaires correspondant à environ 2314 chambres**, construits par le gouvernement de l'État de Rakhine (RSG) et le HCR. (32) Ces abris peuvent accueillir 8 à 10 familles et ont été conçus pour une durée de 2 à 3 ans, afin de ne pas risquer une pérennisation du camp.

Ces abris ont été construits avec des matériaux peu adaptés aux risques naturels. Ainsi, suite au cyclone Mora en mai 2017, 51 % des abris du camp ont été détruits ou abimés. (33)

En janvier 2018, 74% de ces abris avaient été reconstruits ou réparés. (34)



*SHELTER CLUSTER. EMERGENCY MANAGEMENT PLAN (EMP)-
OHN TAW GYI (SOUTH) CAMP. AUGUST 2017*

En 2019, LMF et ses partenaires avaient prévu de reconstruire 31 abris dans le camp et d'améliorer leur conception afin de permettre une plus grande intimité aux ménages, une meilleure sécurité et une amélioration de la résilience des matériaux grâce aux toitures de meilleure qualité fournies par le HCR. (35)

Cependant, en septembre 2020, ces objectifs n'avaient pas été atteints. (36)

PROTECTION DES PERSONNES EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ

Pendant longtemps, aucune aide spécifique n'était apportée aux personnes en situation de vulnérabilité mais la prise en charge de ces personnes dans le camp de Ohn Taw Gyi (Sud) a considérablement augmenté ces dernières années.

Tout d'abord, **8 espaces dédiés aux enfants (Children Friendly Space) et 4 espaces dédiés aux femmes ont été créés par la FLM et le SCI.**

(32) Shelter Cluster. Emergency Management Plan (EMP)-Ohn Taw Gyi (South) camp. August 2017,

(33) Shelter Cluster. Rapid Shelter Needs Assessment of Temporary Shelters in Sittwe Township. January 2018, p.3,

(34) Ibid

(35) Ibid

(36) Shelter Cluster. CCCM Camp profil: Ohn Taw Gyi (South) Camp Q3 (Jul-Sept 2020). November 2020.

De plus, un mécanisme de plainte et un bureau, chargé de la protection de l'enfance, ont été établis. (37)

En 2019, **254 personnes ont reçu une assistance spécialisée** (38), ce qui est le nombre le plus élevé de la région. De plus, en septembre 2020, près de 365 enfants ont bénéficié d'un soutien psychosocial et de programmes spécialisés pour les adolescents. (39)



PHOTO: ©MEN AND WOMEN TAKE PART IN DISCUSSIONS ON GENDER JUSTICE, PHYU AUNG HEIN, 2019.

ÉDUCATION

En 2016, environ 78,5 % des enfants de 6 à 10 ans, 70 % des enfants de 10 à 13 ans et 23 % des enfants de 14 à 15 ans, allaient à l'école. La plupart d'entre eux fréquentent des espaces d'apprentissage temporaires et non une école publique, car cette dernière exige un certificat de naissance que la plupart des enfants ne possèdent pas.



PHOTO: ©CHILDREN WEARING THE TRADITIONAL BURMESE SKIN CONDITIONER THANAKA IN A TEMPORARY LEARNING SPACE, LWF MYANMAR, 2014.

Le programme Education for Change, lancé par la FLM et qui bénéficie à 32 000 enfants dans l'Etat de Rakhine, a été réformé en 2018, accordant plus de soutien financier et matériel pour les enseignants, pour le mobilier scolaire et pour la réparation des salles de classe.

Ce nouveau projet est financé par la Commission européenne, la Direction générale de la coopération internationale et du développement de la Commission européenne, l'Alliance ACT et l'Australian Lutheran World Service. (40)

Cette réforme a contribué à l'amélioration du système éducatif dans le camp. En effet, en décembre 2019, 92 % des enfants des 9 espaces d'apprentissage de transition établis dans le camp fréquentaient ces centres plus de 75 % du temps. Il y avait environ un enseignant pour 26 élèves. (41)

(37) Shelter Cluster.Emergency Management Plan (EMP)-Ohn Taw Gyi (South) camp. August 2017

(38) En effet les personnes identifiées comme les plus vulnérables du camp (les jeunes, les femmes, les personnes âgées, les personnes en situation de handicap) peuvent souffrir d'un accès limité aux services et infrastructures du camp, ne pas être en capacité de participer aux groupes de travail ou encore être plus touchés par les catastrophes naturelles, sanitaires ou humanitaires. Ainsi les gestionnaires du camp sont chargés d'assurer une identification de ces personnes et de leurs besoins afin de favoriser leur inclusion au sein du camp. Shelter Cluster. Chapitre 11-Protection of persons with specific needs: a safe environment. Mai 2017

(39) Shelter Cluster.CCCM Camp profil: Ohn Taw Gyi (South) Camp Q3 (Jul-Sept 2020). November 2020.

(40) LWF/OCS. Hands up for better education in Myanmar. 18 July 2018,

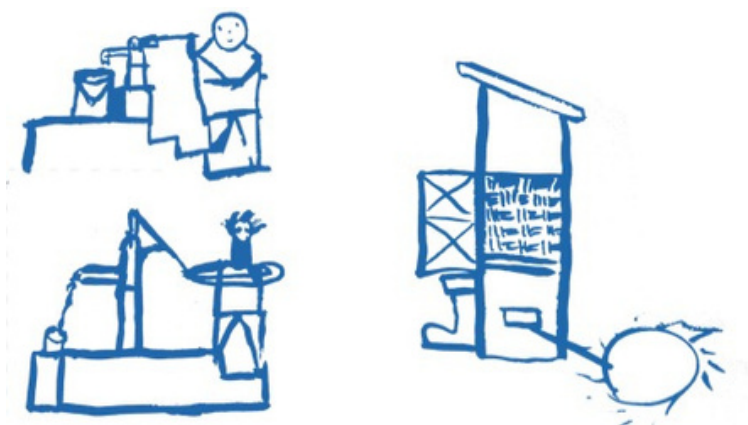
(41) Shelter Cluster.CCCM Camp profil: Ohn Taw Gyi (South) Camp Q4 (Oct-Dec 2019). February 2020.

SERVICES D'EAU, D'ASSAINISSEMENT ET D'HYGIÈNE

En avril 2016, **il y avait 836 latrines faites d'une structure en bois et de murs en tôle (15 personnes par latrine) et environ 212 forages (55 personnes par forage) dans le camp.** (42)

En 2019, il a été signalé qu'il y avait moins de latrines en état de marche (20 personnes par latrine) et moins de points d'eau potable (75 personnes par forage), mais ces chiffres restent dans les normes des recommandées par les standards humanitaires SPHERE. (43) Depuis 2016, il y a également 2 systèmes de gestion des déchets solides.

Le Conseil Danois pour les Réfugiés doit donc s'assurer que toutes ces infrastructures fonctionnent mais doit également garantir une distribution efficace et égale du matériel et des kits sanitaires à chaque foyer du camp. En septembre 2020, 100% des ménages du camp avaient reçu ces kits le mois précédent. (44) De plus, une distribution annuelle de produits divers non consommables est également assurée par la Fédération luthérienne mondiale.



@ DESSINS D'ENFANTS DES LATRINES, SITTWE, PROFILING REPORT 2017

NOURRITURE

En 2016, 33 % des ménages du camp ont reçu de la nourriture par l'intermédiaire d'agences de distribution telles que les Programme alimentaire mondial, la Myanmar Resource Foundation ou des donateurs privés (riz, huile de cuisson, haricots et aliments enrichis en nutriments pour les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes...).

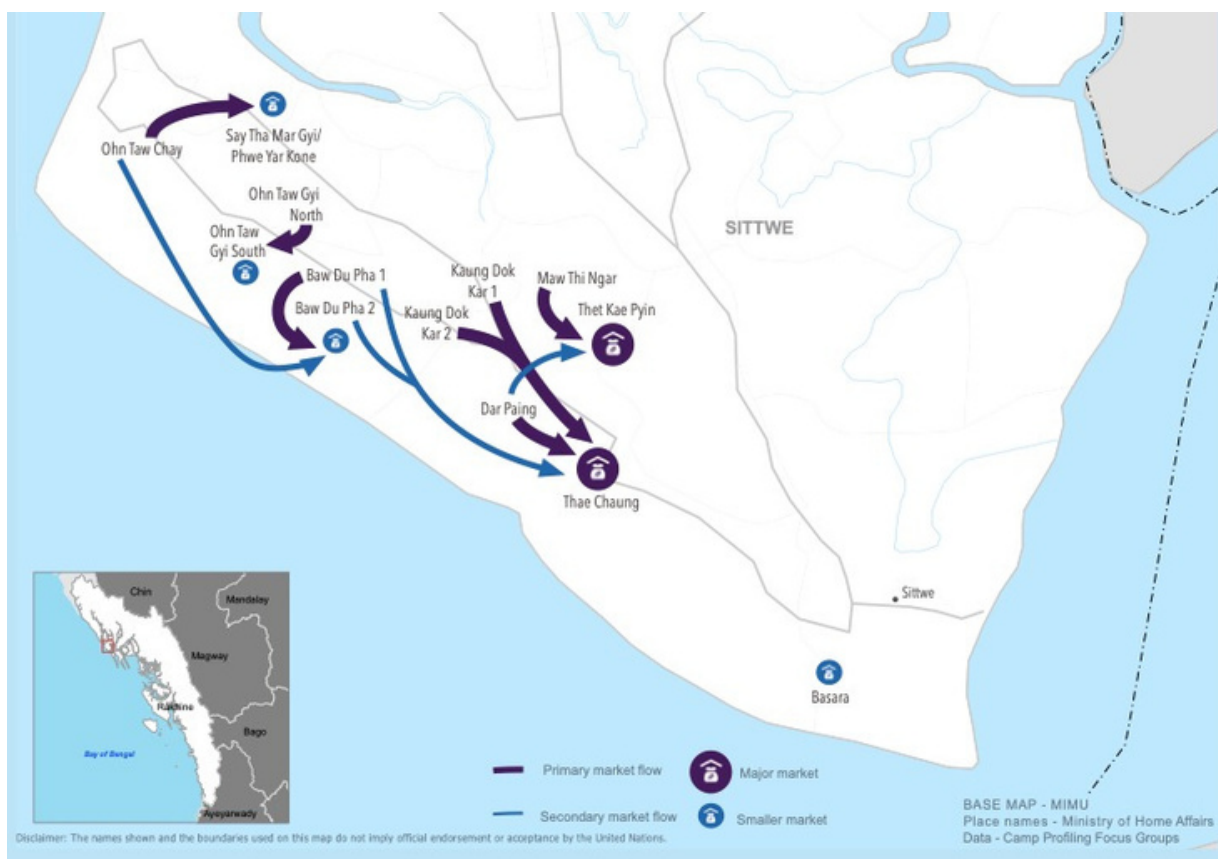
(42) Shelter Cluster. LWF Myanmar Program. Ohn Taw Gyi (South) Camp Situation Report. April 2016 . p.2

(43) Sphere. The Sphere Handbook: Humanitarian Charter and Minimum Standards in Humanitarian Response. 2018 p.105

(44) Shelter Cluster. CCCM Camp profil: Ohn Taw Gyi (South) Camp Q3 (Jul-Sept 2020). November 2020

Or, puisque cette distribution de nourriture ne semble pas répondre aux besoins culturels alimentaires, ni même aux rations alimentaires mensuelles requises, 25 % des ménages du camp consommaient également leur propre production, ce qui est un taux élevé par rapport aux autres camps de la région. Il existe également un petit marché dans le camp d'Ohn Taw Gyi (Sud) qui vend des crudités, des légumes, des condiments par exemple. (45)

Néanmoins, il a été constaté une **amélioration de la gestion des programmes alimentaires et nutritionnels, l'insécurité alimentaire et la malnutrition aiguë sévère et modérée dans le camp de Ohn Taw Gyi (Sud) ayant baissé ces derniers mois.** (46)



CARTE @ PRINCIPAUX MARCHÉS À SITTWE, MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR - CAMP PROFILING FOCUS GROUPS

SANTÉ

Dans le camp d'Ohn Taw Gyi (Sud), Mercy Malaysia veille à ce que les services de santé primaire soient disponibles sur place à des heures précises (au sein d'une clinique mobile) ou à une distance de marche raisonnable. L'ONG assure aussi que les services d'ambulance soient disponibles 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 sur le site. Enfin l'association fournit également des informations sur les droits sexuels et reproductifs (planning familial, la grossesse, la nutrition...). (47)

(45) Sphere. The Sphere Handbook: Humanitarian Charter and Minimum Standards in Humanitarian Response. 2018

(46) Ibid

(47) Shelter Cluster. Sittwe Camp Profiling Report. December 2017

En ce qui concerne les services de soins secondaires tels que des soins génésiques (contraception, grossesse accouchement), ils sont disponibles au sein d'installations sanitaires gérés par le gouvernement dans zone du camp rural de Sittwe. De plus, des spécialistes gynécologues, obstétriciens ou encore pédiatres travaillent dans ces établissements:

- **l'hôpital général de Sittwe** qui est l'établissement le plus équipé et spécialisé de la région;
- **le centre d'observation de Thet Kae Pyin** qui peut envoyer des sages femmes dans les camps de déplacés et qui peut référer des cas d'urgence absolus à l'hôpital général;
- **le centre de santé rural de Dar Paing et de Thae Chaung** qui sont des intermédiaires entre les camps et l'hôpital général pour les cas non urgents. (48)



CARTE @ ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ À SITTWE, MINISTÈRE DE L'INTERIEUR - CAMP PROFILING FOCUS GROUPS

(48) Shelter Cluster. Sittwe Camp Profiling Report. December 2017. p.73

ÉTUDE DES PRINCIPAUX PROBLÈMES ET BESOINS

VULNÉRABILITÉS ENVIRONNEMENTALES

• Catastrophes naturelles

La plupart des camps sont situés sur d'anciennes rizières et dans des zones côtières de faible altitude, très exposées aux inondations.

Ainsi, alors que la région de Sittwe connaît régulièrement des cyclones, des tempêtes, des inondations, des sécheresses, des incendies ou des tremblements de terre, cela a de graves conséquences sur les infrastructures des camps de réfugié-e-s et sur sa population.

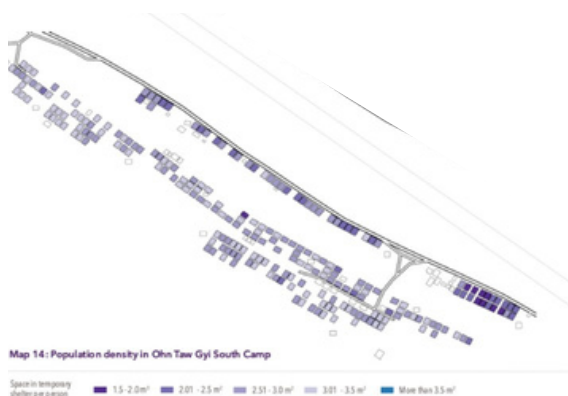


PHOTO: © VILLE ASIKAINENT

De plus, les risques d'incendie sont aussi assez élevés en raison des matériaux constituant les abris, de l'emplacement de la cuisine à l'intérieur des abris mais aussi de l'emplacement de la source d'eau très éloigné du camp, ce qui rend impossible une intervention rapide. (49)

• Encombrement et Insalubrité

Le gouvernement national et celui de l'État de Rakhine ont refusé de prendre en charge la construction de nouveaux camps et l'entretien des camps existants, ce qui a conduit à un surpeuplement, une grande vulnérabilité aux inondations et aux incendies, et des conditions de vie très en dessous des normes humanitaires. (50)



Premièrement, la zone de vie par habitant dans le camp de Ohn Taw Gyi (Sud) est très préoccupante. En effet, en 2012, le gouvernement de l'État de Rakhine n'a accepté que de construire des abris de 15,7 m², ce qui est l'espace recommandé pour une famille de 4,5 personnes alors que la taille moyenne des ménages dans le camp est de 5,5 personnes.

Par conséquent, en septembre 2020, la surface moyenne du camp par personne était de 19 m², ce qui est très en dessous des normes définies par le HCR. (51)

(49) Shelter Cluster.Emergency Management Plan (EMP)-Ohn Taw Gyi (South) camp. August 2017.op.cit 34 UNHCR. Guidance Package for UNHCR's Engagement in Situations of Internal Displacement Guiding Principles on Internal Displacement

(50) Human Rights Watch. An Open Prison without End" Myanmar's Mass Detention of Rohingya in Rakhine State .October 2020

(51) Shelter Cluster.CCCM Camp profil: Ohn Taw Gyi (South) Camp Q3 (Jul-Sept 2020). November 2020.

De plus, ces abris temporaires ont été conçus sans tenir compte des besoins des ménages, qui culturellement, se lavent et cuisinent à l'intérieur de leurs abris.

Très congestionnées, les chambres des différentes familles dans cet environnement sont séparées de murs de bambous très fins ce qui empêche beaucoup de ménages de s'approprier les lieux. (52) Nombreux sont ceux qui se plaignent des difficultés d'acclimatation, en particulier les 63% des résidents du camp de Own Taw Gyi (Sud) qui étaient urbains avant 2012.(53)

Enfin, outre l'encombrement, la mauvaise gestion de l'eau et des déchets participent également à l'insalubrité du camp. En effet, les structures WASH sont inadéquates, les fosses des latrines et les pompes manuelles souvent inondées permettent aux excréments de se répandre et il existe un risque élevé de contamination de l'eau. En juillet 2020, la fréquence de l'élimination des déchets solides a été réduite par rapport au début de l'année ce qui n'a pas arrangé la situation. (54)

VULNÉRABILITÉS SOCIOCULTURELLES

• Genre

Dans le domaine de l'éducation, le fossé entre les sexes, concernant le taux de fréquentation des filles et des garçons aux centres éducatifs, s'observe surtout à partir de l'école secondaire. **En effet, il semble qu'un taux élevé de jeunes filles se rendent à l'école primaire, mais à partir de 15-16 ans, leur fréquentation évolue.** Les raisons sont diverses : normes culturelles (46%), interdiction familiale (31%), travail domestique, ... (55)



PHOTO: © OCHA, H.LAT

Ainsi, plus généralement, les femmes du camp sont plus vulnérables que les hommes en ce qui concerne le taux d'alphabétisation, la pauvreté, l'exclusion à l'aide humanitaire, l'accès aux soins sexuels, le manque de participation à la communauté et au marché du travail ou la violence sexiste... (56)

De mars 2018 à juillet 2019, il y avait un bureau spécialisé dans la lutte contre les violences basées sur le genre dans le camp. Fermé en juillet 2019, il semble avoir réouvert en avril 2020, pourtant, dans le dernier rapport de Shelter Cluster datant de septembre 2020, il apparaît toujours fermé. (57)

« **il existe des projets visant à réduire l'incidence et l'impact de la violence sexiste, mais un sentiment d'impuissance imprègne le travail. Tant que les Rohingyas seront confinés dans des camps, la violence sexiste ne s'améliorera pas.** » Témoignage d'un membre d'ONG, Human Right Watch, Novembre 2018,

(52) IRC, "Poor Shelter Conditions: Threats to Health, Dignity and Safety," June 2017

(53) Shelter Cluster. Sittwe Camp Profiling Report. December 2017. p.55

(54) Shelter Cluster.CCCM Camp profil: Ohn Taw Gyi (South) Camp Q3 (Jul-Sept 2020). November 2020

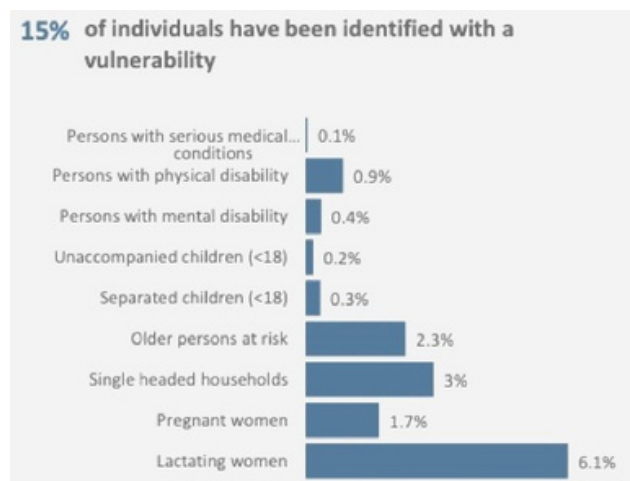
(55) Shelter Cluster. Sittwe Camp Profiling Report. December 2017. pp.42-50

(56) Les différentes réformes économiques et sociales ainsi que le plan national de développement ne mentionnent pas explicitement l'égalité de genre et les droits des femmes et ne répondent pas aux différences d'impact des politiques et programmes sur les inégalités réelles entre les femmes et les hommes: Asian Development Bank. Gender Equality and Women's Rights in Myanmar: A situation Analysis.2016.p 17

(57) Shelter Cluster.CCCM Camp profil: Ohn Taw Gyi (South) Camp Q3 (Jul-Sept 2020). November 2020

• Protection des personnes en situation de vulnérabilité

Dans le camp d'Ohn Taw Gyi (Sud), 17% des individus avaient été identifiés comme étant vulnérables en septembre 2020. (58) Ces personnes souffrant plus fréquemment de l'insécurité alimentaire et de l'endettement, doivent pouvoir bénéficier d'une assistance particulière. (59) Bien que des groupes sociaux et des infrastructures spécifiques à ces groupes ont été établis dans le camp, beaucoup ont été identifiés comme non fonctionnels. (60)



La protection des femmes enceintes et allaitantes reste une problématique majeure comme le diagramme le démontre. En effet, l'accès à la santé

sexuelle et reproductive est très limité ce qui a de très lourdes conséquences accouchement à domicile dans des conditions peu hygiéniques, absence de sages-femmes, accès limité aux soins d'urgence... (61)

Près de 40% des femmes en âge de procréer dans les camps nord et sud d'Ohn Taw Gyi déclaraient en janvier 2017 avoir eu un problème de santé lié à la grossesse (62)

• Analphabétisme et déni d'éducation

64%

TAUX D'ALPHABÉTISATION DES FEMMES DU CAMP, 2016

TAUX D'ALPHABÉTISATION DES HOMMES DU CAMP, 2016

76%

Bien qu'ils existent des centres d'apprentissages temporaires gérés par les associations, ces derniers ne bénéficient pas de ressources humaines ou matérielles suffisantes et d'infrastructures sanitaires adaptées pour permettre une bonne scolarité aux enfants du camp.

Le programme éducatif n'étant pas réellement suivi dans ces conditions, ils ne sont pas reconnus par le gouvernement ce qui empêche la majorité des élèves de poursuivre leurs études au niveau secondaire dans les écoles publiques. **Seul 600 élèves environ fréquentent le lycée de Thet Kae Pyin, dans le centre de l'État de Rakhine, seul lycée public d'enseignement de base où les musulman-e-s sont autorisés à s'inscrire.**

De plus, l'accès à l'enseignement supérieur est très limité pour les Rohingyas, puisqu'ils sont interdits de fréquenter l'université de Sittwe depuis 2012 pour des raisons de "sécurité" indéterminées. (64)

(58) Shelter Cluster.CCCM Camp profil: Ohn Taw Gyi (South) Camp Q3 (Jul-Sept 2020). November 2020.

(59) Shelter Cluster. Sittwe Camp Profiling Report. December 2017. p.134

(60) Shelter Cluster.CCCM Site Monitoring: Ohn Taw Gyi (South) Camp (April 2018), April 2018

(61) Human Rights Watch. "An Open Prison without End" Myanmar's Mass Detention of Rohingya in Rakhine State .October 2020 p.79

(62) Shelter Cluster. Sittwe Camp Profiling Report. December 2017. p.76

(63) Ce taux est supérieur à la moyenne des camps musulmans dans la région, Ibid p.35

(64) Joshua Carroll, "Myanmar's Rohingya Deprived of Education," Al Jazeera, August 4, 2014

VULNÉRABILITÉS ÉCONOMIQUES

25000 MMK (16 euros)

REVENU MOYEN DES MÉNAGES DU CAMP DE LA RÉGION (17,6 USD), 2016

100 000 MMK (61 euros)

DETTE DE PRÈS DE 56% DE LA POPULATION DES CAMPS DE LA RÉGION, 2016

- **Insécurité alimentaire**

34% des ménages du camp avaient
une consommation alimentaire « limite », 2016 (65)



3% des ménages avaient une
consommation alimentaire « pauvre », 2016

“ **« Parfois, nous n'avons que 500 grammes de riz pour sept membres de la famille »** Témoignage de Mohammed Yunus, Cox's Bazar, Human Rights Watch, October 31, 2019 ”

En 2016, près de 80 % des ménages qui n'avaient pas assez de nourriture ou d'argent pour couvrir leurs besoins alimentaires ont dû recourir à des aliments moins chers, emprunter de la nourriture à des proches, limiter la taille des portions ou même réduire la nourriture consommée par les femmes pour que les hommes puissent manger. (66)

En septembre 2020, 46% des ménages du camp déclaraient ne pas avoir reçu d'aide alimentaire ou d'assistance alimentaire au cours des 3 mois précédents. (67)

Cette insécurité alimentaire est aussi observée du fait des taux élevés de sous-alimentation chez les personnes les plus vulnérables (enfants, femmes enceintes ou allaitantes, personnes âgées). Selon l'étude du Ministère de la santé et des sports du Myanmar en 2017, 38 % des enfants de moins de 5 ans dans l'Etat de Rakhine souffraient de malnutrition chronique. (68)

(65) Ces seuils ont été élaborés par le Programme alimentaire mondiale sur la base du score de consommation alimentaire détaillé dans le document : WFP. Technical Guidance Sheet : Food Consumption Analysis, calculation and use of the food consumption score in food security analysis. February 2008 p.8

(66) Shelter Cluster. Sittwe Camp Profiling Report. December 2017. pp.114-119

(67) Shelter Cluster.CCCM Camp profil: Ohn Taw Gyi (South) Camp Q3 (Jul-Sept 2020). November 2020

(68) Ministry of Health and Sports and ICF, "Demographic Health Survey 2015-16," March 2017

- **Marché du travail**

En 2016, environ 74 % des hommes en âge de travailler dans les camps d'Ohn Taw Gyi (Sud et Nord) faisaient partie de la population active, contre seulement 15 % des femmes en âge de travailler. De plus, près de 40 % des femmes en âge de travailler seraient occupées à réaliser des travaux ménagers non rémunérés. (69)

Dans ces camps, **la population dépend principalement d'un travail quotidien multisectoriel (23%) principalement dans les secteurs de la construction, du transport, de la pêche ou de l'agriculture, avec un salaire moyen de 60 000 kyat (40 dollars US) par mois.** (70) De plus, les organisations humanitaires emploient aussi environ 10 % des adultes dans les camps, dans tous les secteurs, pour un salaire variant de 30 000 à 80 000 kyats par mois (20 à 55 dollars).

Ces possibilités d'emplois sont très instables dépendant de la conjoncture, des besoins matériels, des conditions météorologiques et sont généralement affectées par un système de corruption auprès des forces de sécurité (pots-de-vin). (71)



PHOTO: © PECHEUR DU CAMP D'OHN TAW GYI (SUD), OCHA, H.LAT

VULNÉRABILITÉS HUMANITAIRES

- **Restrictions de mouvement**

Dans une enquête réalisée en 2015, 78 % des musulman-e-s déplacé-e-s interrogé-e-s déclaraient ne pas pouvoir quitter leur camp librement et se déplacer en dehors de son canton. (72)

Depuis la crise de 2018-2019, la situation humanitaire dans l'État de Rakhine s'est détériorée, 99,6 % des Rohingyas interrogés déclarant avoir été empêchés de se déplacer entre les camps et interdits de se rendre au centre-ville de Sittwe. (73) Un couvre feu aurait même été déclaré.

(69) Shelter Cluster. Sittwe Camp Profiling Report. December 2017. p.90

(70) Ibid p.94

(71) Human Rights Watch. "An Open Prison without End" Myanmar's Mass Detention of Rohingya in Rakhine State. October 2020 p.100

(72) Ibid

(73) Fortify Rights, "Tools of Genocide": National Verification Cards and the Denial of Citizenship of Rohingya Muslims in Myanmar, September

“

« Si quelqu'un était trouvé en dehors de son logement après 21 heures, il était puni, soit en prison, soit sous la torture.... C'était comme un centre de détention à ciel ouvert. » Témoignage de Mohammed Yunus, Cox's Bazar, Human Rights Watch, October 31, 2019

”

Bien que ces restrictions puissent avoir été ordonnées par certaines politiques gouvernementales et règlements locaux écrits, elles relèvent plus généralement de pratiques informelles mises en œuvre par les autorités locales. Ces dernières usent des systèmes de contrôles restrictifs et arbitraires (clôtures grillagées, points de contrôle et barrières physiques), de pots-de-vin et jouent sur le climat de peur généralisé pour limiter de façon disproportionnée les déplacements des Rohingyas. (74)



DRAWING: © INDEPENDENT RAKHINE INITIATIVE, 2020

Face aux dénonciations de la communauté internationale, le gouvernement birman répond qu'il « n'y a aucune restriction à la liberté de mouvement des personnes déplacées. La présence de la sécurité dans les camps de personnes déplacées vise simplement à prévenir la violence communautaire alors que le niveau de méfiance entre les deux communautés est encore élevé. » (75)

• Accès limité aux soins

Le renforcement des restrictions d'accès et de circulation qui a suivi les violences d'octobre 2016 et d'août 2017, cumulé aux conditions de vie médiocres, à l'insalubrité et à l'encombrement dans les camps, exacerbent la vulnérabilité des Rohingyas, créant un cycle d'aggravation des résultats sanitaires. .

9%

DES MÉNAGES DANS LESQUELS AU MOINS UNE PERSONNE
A CONNU UN GRAVE PROBLÈME DE SANTÉ,
N'ONT PAS CHERCHÉ À SE FAIRE SOIGNER, 2016 (76)

DES NAISSANCES DANS L'ÉTAT DE RAKHINE ONT EU LIEU
DANS DES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ. (77) 2016 (77)

19%

(74) Human Rights Watch. "An Open Prison without End" Myanmar's Mass Detention of Rohingya in Rakhine State .October 2020

(75) UN Human Rights Council, Observations by Myanmar on the Report of the Special Rapporteur on the Situation of Human Rights in Myanmar, A/HRC/25/64/Add.1, March 12, 2014

(76) Shelter Cluster. Sittwe Camp Profiling Report. December 2017. p.84

(77) Ministry of Health and Sports. Demographic and Health Survey 2015-2016. March 2017. p.196

En effet, les Rohingyas n'ont qu'un accès très limité aux établissements de soins du fait de divers contraintes politiques, économiques ou administratives :

Restriction de mouvement et extorsion	L'accès à l'hôpital général de Sittwe est limité aux cas d'urgence après avoir fait une demande officielle aux autorités (processus long et onéreux), puis, même avec une approbation officielle, les Rohingyas doivent payer entre 20 000 et 100 000 kyats (74 dollars US) aux soldats aux postes de contrôle. (78)
Accès limité à l'aide humanitaire	De juillet 2018 à juillet 2019, les cliniques mobiles des ONG et du gouvernement dans les zones du camp de Sittwe, ont été réduites de 92 à 56.
Capacités sanitaires limitées	À l'hôpital général de Sittwe, seulement 20 lits sur les 200-300 sont réservés aux musulman-e-s. De plus, une fois autorisé à être pris en charge, les Rohingyas sont surveillés en permanence, sans pouvoir quitter l'hôpital et devront payer des pots-de-vin aux gardes. (79)
Pénurie constante de sang	Les locaux de la région de Rakhine qui donnent leur sang à la banque de sang de l'hôpital général de Sittwe demandent souvent que leur don soit réservé aux patients non musulman-e-s, ce que l'hôpital d'État accepte. Cette politique discriminatoire a conduit à la création des banques de sang informelles. (80)

Ces obstacles expliquent les très haut taux de malnutrition, de maladies et de mortalité infantile et maternelle. En janvier 2019, sur une période de dix jours, cinq enfants de moins de deux ans dans les camps de la région de Sittwe, sont morts de maladies diarrhéiques qui auraient pu être traitées. (81)



PHOTO: © UNE DES DEUX PHARMACIES DU CAMP, VILLE ASIKAINENTINE.

(78) Oxfam International, "Voices Rising : Rohingya Women's Priorities and Leadership in Myanmar and Bangladesh", avril 2020

(79) Human Rights Watch correspondence with humanitarian workers (details withheld), September 2018.

(80) Internal humanitarian report on file with Human Rights Watch; Timothy McLaughlin and Shibani Mahtani, "Myanmar's Buddhists Block Rohingya Muslims from Blood Supplies

(81) Human Rights Watch. "An Open Prison without End" Myanmar's Mass Detention of Rohingya in Rakhine State .October 2020

Ces restrictions aux services de soins ont rendu les Rohingyas vulnérables face à la pandémie de Covid-19. Tout d'abord, les conditions de vie dans le camp font courir aux populations des camps un risque élevé de transmission. De plus, ils n'ont pas accès aux traitements dans les hôpitaux, ni aux installations de quarantaine et fin août 2020, le gouvernement a ordonné aux Nations unies et aux ONG de suspendre toutes leurs activités sauf celles qui permettent de "sauver des vies" dans l'État de Rakhine. (82)

• Perte d'identité et déshumanisation

Selon les témoignages collectés par l'ONG Human Rights Watch depuis fin 2018 auprès de réfugié-e-s Rohingyas vivant dans les camps d'Ohn Taw Gyi, (83) **l'accès limité à la nationalité birmane et la marginalisation à la fois juridique et politique participent à nourrir le sentiment généralisé de perte d'identité et de déshumanisation.**

En effet, depuis que le parti de Suu Kyi est arrivé au pouvoir en 2016, nombreux médias et acteurs internationaux ont subi des pressions afin qu'ils cessent d'utiliser le terme "Rohingya". (84) **Cette stigmatisation d'un groupe spécifique va à l'encontre des normes internationales selon lesquelles tout individu a droit à une nationalité et à l'auto-identification.**

Enfin, la loi sur la citoyenneté adoptée en 1982 a aggravé la situation laissant les Rohingyas sans cadre juridique protégeant leurs droits.

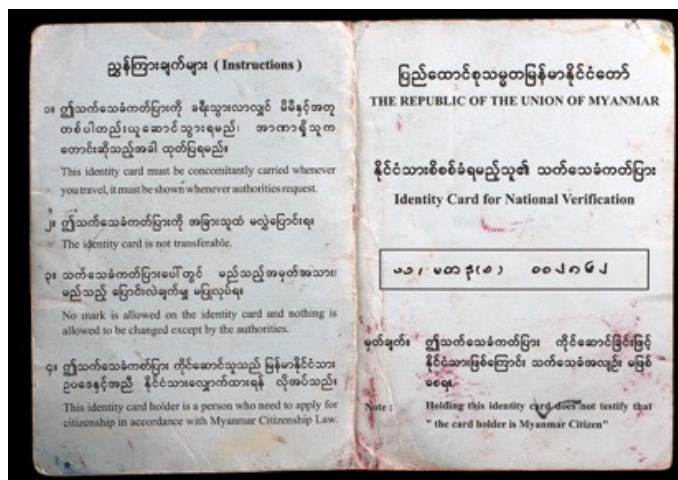


PHOTO: © GREG CONSTANTINE.

En effet, cette loi conditionne l'accès aux droits constitutionnels, à la citoyenneté, or, nombreux sont les Rohingyas qui n'ont pas de documents officiels ou qui ne peuvent prouver leur lignée. Sans parents ayant la citoyenneté birmane, un enfant Rohingya ne pourra pas obtenir de certificat de naissance et ne pourra pas demander la citoyenneté, ce qui le rend automatiquement apatride et perpétue le déni d'identité générationnel.

« Le gouvernement, les organisations non gouvernementales internationales et l'ONU n'ont pas réussi à résoudre ce problème. Cette question constitue donc un grand défi pour les enfants Rohingyas. »
Témoignage de Ko Min Kyaw, Human Rights Watch, November 6, 2019

(82) Zarni Mann, "NGO Activities Restricted in Myanmar's Rakhine State Amid COVID-19 Spike", Irrawaddy, 24 août 2020

(83) Human Rights Watch. "An Open Prison without End" Myanmar's Mass Detention of Rohingya in Rakhine State. October 2020

(84) Aung Kyaw Min, "UN investigator told to avoid 'controversial' terms," Myanmar Times, June 21, 2016,)

- **Violence et abus**

Depuis 2012 s'est instauré au Myanmar un climat de violence, de peur, de discrimination et d'oppression à l'égard des Rohingyas.

En effet, les forces de sécurité birmanes contrôlent toutes les entrées et sorties des habitants des camps et procèdent fréquemment à des arrestations arbitraires, se basant sur la section 6(3) de la loi de 1949 concernant l'enregistrement des citoyen-ne-s birman-ne-s qui exige des papiers d'identité officiels pour tous voyages.



PHOTO: © VIEW YOUR MAPS 2016-2020.

Lors de ces contrôles, les Rohingyas sont également souvent victimes de traitements inhumains et dégradants et soumis à un système généralisé de pots-de-vin et d'extorsion de la part des autorités locales. (85)

De plus, il semblerait également que des raids et des agressions violentes dans les camps soient perpétrées par la police et les militaires birmans, sous couvert de recherche d'armes ou d'individus impliqués dans des mouvances terroristes. (86)

La pandémie de Covid-19 a aggravé la situation, les autorités locales profitant des mesures de santé publiques strictes pour harceler, agresser et extorquer de l'argent aux Rohingyas des camps . (87)

Les trois facteurs (restrictions de mouvement, violence et perte d'identité nationale) nourrissent une culture de menace et de violence au sein des camps qui viole le droit international des droits de l'homme et les normes internationales sur le traitement des personnes déplacées internes (IDP). Pour certains, ces violations témoignent que ces camps ressembleraient plus à des « centres de détentions à ciel ouvert » qu'à des camps de déplacés internes. (88)

(85) UN Human Rights Council, Report of the Detailed Findings of the Independent International Fact-Finding Mission on Myanmar, September 2018, para. 513., Danish Refugee Council, "Cash Based Programming Feasibility Assessment in Central Rakhine," May 2015, p. 10

(86) Human Rights Watch. "An Open Prison without End" Myanmar's Mass Detention of Rohingya in Rakhine State .October 2020

(87) Human Rights Watch interviews with Rohingya in central Rakhine camps, April-May 2020.

(88) Human Rights Watch interview with humanitarian worker, Yangon, November 2, 2018.